

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2023-2024

17 AVRIL 2024

**Proposition de résolution visant à rendre le transfert de titres entre banques rapide et gratuit**

(Déposée par M. Rik Daems)

## DÉVELOPPEMENTS

### I. INTRODUCTION

#### A. La fin des titres papier

En vertu de la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur, on ne délivre plus de titres physiques en Belgique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les investisseurs pouvaient encore conserver les titres papier qu'ils détenaient, mais ils devaient les placer sur un compte-titres dans leur banque ou les convertir en titres nominatifs avant la fin de l'année 2013 au plus tard.

Selon l'exposé des motifs du projet de loi, la nature anonyme et matérielle de pareils titres facilitait non seulement l'évasion fiscale et les atteintes à la réserve successorale, mais aussi le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. La loi ne s'est cependant pas limitée à supprimer les titres au porteur. Elle visait également à moderniser le droit qui leur est applicable. Outre que les titres au porteur présentaient un risque de perte et de vol, ils étaient soumis à des contraintes lourdes et coûteuses pour leur conservation, l'encaissement des coupons et les manipulations physiques requises en cas de transmission de propriété impliquant des participations importantes. Lors de la discussion du projet de loi, le législateur a indiqué que la dématérialisation des titres ne présenterait aucun inconvénient pour le consommateur.

# BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2023-2024

17 APRIL 2024

**Voorstel van resolutie tot invoering van een snelle en kosteloze effectenoverdracht tussen banken**

(Ingediend door de heer Rik Daems)

## TOELICHTING

### I. INLEIDING

#### A. Einde van de papieren beleggingen

Door de wet van 14 december 2005 houdende afschaffing van de effecten aan toonder mogen sinds 1 januari 2008 in België geen materiële effecten meer worden geleverd. De belegger mocht de bestaande papieren effecten nog houden, maar hij moest ze ten laatste tegen eind 2013 op een effectenrekening bij zijn bank plaatsen of omzetten in effecten op naam.

Het anonieme en materiële karakter van dergelijke effecten bood de mogelijkheid tot belastingontduiking, tot inbreuk op de erfrechtelijke reserve, maar ook tot het witwassen van kapitaal en de financiering van terrorisme, aldus de memorie van toelichting bij het wetsontwerp. De wet beperkte zich echter niet tot de afschaffing van de effecten aan toonder. Tegelijkertijd beoogde de wetgever een modernisering van het effectenrecht. Effecten aan toonder gaven een risico op verlies of diefstal en stelden dure en zware vereisten inzake bewaring, inning van coupons en fysieke handelingen bij eigendomsoverdracht van grote participaties. De wetgever gaf bij de bespreking van het wetsontwerp aan dat de dematerialisering van de effecten geen nadelen voor de consument met zich mee zou brengen.

Les banques aussi y trouvent leur compte, vu que les transactions papier et la gestion physique des titres et des coupons leur coûtaient très cher.

La disparition programmée des titres matériels a aiguisé l'appétit des banques. Les institutions financières ont tenté de convaincre les investisseurs de leur confier les titres qu'ils détenaient encore sous forme matérielle. Certaines banques ont essayé d'attirer les clients potentiels en leur proposant des comptes-titres gratuits, voire une prime, s'ils déposaient leurs titres chez elles.

L'opération apparaissait donc comme profitable tant pour le consommateur que pour les banques. S'il est vrai que les banques imputaient des frais pour la gestion et la conservation des documents, le consommateur profitait, pour sa part, du confort que la banque lui offrait en gérant ses documents et en encaissant ses coupons en temps voulu et sans trop de formalités.

L'auteur n'a rien contre l'imputation de ces frais réels en soi. En effet, la loi du marché joue en principe son rôle dans ce domaine: si un client n'est pas satisfait de la structure de coûts, il peut changer de banque. Malheureusement, c'est précisément là que le bât blesse.

Certaines banques imputent des frais considérables pour transférer des titres d'une institution financière à une autre. Ces frais masqués entravent la mobilité du consommateur; autrement dit, ils perturbent le fonctionnement du libre marché au détriment du consommateur.

Et il n'y a pas que le coût qui pose problème lors du transfert de titres; le délai nécessaire pour effectuer l'opération est tout aussi excessif.

Dans le rapport du Service de médiation Banques – Crédits – Placements, on peut lire ce qui suit: «Les clients investisseurs désireux de transférer leur compte-titres vers une autre institution financière se plaignent de la lenteur de l'opération. Ils affirment être ainsi victimes d'un préjudice (baisse de la valeur boursière).»

On connaît par exemple le cas d'un particulier qui a dû attendre quatre mois pour que les titres de son ancien compte-titres soient transférés à son nouveau compte-titres. Or, les transactions étaient bloquées durant l'intervalle. En ces temps où les marchés d'actions et d'obligations sont particulièrement versatiles, il est évident qu'une telle situation est très néfaste pour

Ook de banken varen er wel bij aangezien de papieren transacties en het fysiek beheer van effecten en coupons hen veel geld kostte.

De voorziene afschaffing van de materiële effecten scherpte de honger van de banken aan. De financiële instellingen probeerden de beleggers ervan te overtuigen dat ze de effecten die ze nog in materiële vorm bezaten, bij hen moesten onderbrengen. Sommige banken probeerden potentiële klanten over de streep te trekken door gratis effectenrekeningen voor te stellen, anderen boden de consument zelfs een premie aan wanneer die zijn effecten naar de bank bracht.

Het leek dus een win-winverhaal te worden voor zowel de consument als de banken. De banken rekenden weliswaar kosten aan voor het beheer en het bewaren van de stukken, maar de consument heeft het gemak dat de stukken worden beheerd door de bank en dat bijgevolg de coupons stipt worden geïnd zonder te veel rompslomp.

De indiener heeft op zich geen bezwaren tegen het doorrekenen van deze reële kosten. De markt speelt hier immers volop en als men niet tevreden is over de kostenstructuur kan men immers naar een andere bank gaan. Net hier wringt echter het schoentje.

Sommige banken rekenen torenhoge kosten aan wanneer effecten worden overgedragen van de ene instelling naar de andere. Deze verdoken kosten belemmeren immers de mobiliteit van de consument of met andere woorden: deze hoge kosten verstoren de werking van de vrije markt en benadelen de consument.

Niet alleen wat betreft het kostenplaatje loopt één en ander grondig mis bij de overdracht van effecten. Ook wat betreft het tijdsverloop loopt één en ander grondig fout.

Een passage uit het verslag van de Bemiddelingsdienst Banken – Krediet – Beleggingen luidt als volgt: «Cliënten – beleggers die hun effectenrekening naar een andere financiële instelling willen overdragen, beklagen zich erover dat deze overdracht te lang aansleept. Zij beweren daardoor nadeel te ondervinden (daling van de beurswaarde).»

Zo is er het voorbeeld van een particulier die bij zijn overdracht van de ene effectenrekening naar de andere vier maanden moest wachten alvorens deze effecten waren overgeboekt. Ondertussen waren de transacties echter geblokkeerd. Het hoeft geen betoog dat met de huidige wispelturigheid van de aandelen en obligatiemarkten dit zeer nefast is voor de belegging van de

l'investissement de l'intéressé. Il en résulte que même s'ils ne sont pas satisfaits de la structure de coûts de leur banque et bien qu'il existe des alternatives moins onéreuses, certains clients se voient néanmoins obligés de laisser leur compte-titres dans leur banque initiale. On se trouve donc clairement en présence d'une pratique qui perturbe le marché.

## B. Exposé du problème

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2007, en vertu de la loi, les banques ne peuvent plus imputer des coûts lors de la clôture d'un compte à vue ou d'un compte d'épargne. Qui plus est, dans ce cas, une partie des frais de gestion sont remboursés. La *ratio legis* est claire: il s'agit de permettre au consommateur de changer de banque plus facilement. La gratuité accordée lors de la fermeture des comptes en banque favorise la mobilité.

Il y a toutefois moins de mobilité dans les comptes-titres. Un compte-titres ne se transfère pas aussi facilement. Cela peut coûter jusqu'à 150 euros au consommateur. Ces coûts s'entendent par ligne ou par code ISIN (*International Securities Identification Numbers*), ce qui signifie, en langage courant, que le consommateur doit s'acquitter de ce montant pour chaque type d'action, de bon d'État, de fonds de pension ou d'obligation. Dans ces conditions, la facture grimpe rapidement. Certaines banques n'imputent pas de frais, mais elles constituent malheureusement l'exception qui confirme la règle. La plupart des banques, surtout les grandes, imputent des frais élevés. Le coût du transfert est donc considérable, ce qui réduit la mobilité au lieu de l'accroître.

Par ailleurs, aucun délai n'est prévu pour le transfert des comptes-titres. Il s'ensuit que les actions sont indisponibles pendant tout un temps, vu qu'elles se trouvent en phase de transfert vers un nouveau compte-titres. Elles sont pour ainsi dire bloquées, ce qui est néfaste dans des périodes boursières volatiles comme celle que nous connaissons aujourd'hui.

## II. LA POLITIQUE DE RÉTENTION DES BANQUES

### A. Les coûts en cas de transfert de titres

*Budget Hebdo*, devenu aujourd'hui *Testachats invest*, a dénoncé depuis longtemps la politique de rétention délibérée pratiquée par les banques: «Les banques tentent de capter une nouvelle clientèle. Mais que se passe-t-il lorsqu'un client souhaite changer de banque? Il doit pour cela demander le transfert de ses titres vers le compte-titres de sa nouvelle banque.»

betrokkene. Het resultaat hiervan is dat alhoewel sommige cliënten ontevreden zijn over de kostenstructuur van hun bank en alhoewel er goedkopere alternatieven zijn, deze mensen toch verplicht worden om met hun effectenrekening bij hun oorspronkelijke bank te blijven. Dit werkt dus duidelijk marktverstrend.

## B. Probleemstelling

Sinds 1 november 2007 mogen de banken bij wet geen kosten meer aanrekenen voor het afsluiten van een zicht- of spaarrekening. Meer zelfs, in dat geval wordt een deel van de beheerskosten terugbetaald. De *ratio legis* is duidelijk: men wil het de consument gemakkelijker maken om van bank te veranderen. Doordat bankrekeningen kosteloos worden afgesloten, komt er meer mobiliteit.

Minder mobiliteit is er echter bij de effectenrekeningen. Een effectenrekening kan je immers niet zomaar overdragen. Het kan de consument tot 150 euro kosten. Die kosten gelden per lijn of per ISIN-code (*International Securities Identification Numbers*). In mensentaal wil dit zeggen dat de consument per type aandeel, staatsbon, pensioenfondsen of obligatie dit bedrag moet betalen. Aldus loopt de rekening snel op. Sommige banken rekenen geen kosten aan, maar dit is jammer genoeg de uitzondering op de regel. De meeste banken en zeker de grootbanken rekenen zware kosten aan. De kostprijs is dus hoog en in de plaats van meer, is er dan ook minder mobiliteit.

Bovendien staat er geen termijn op het overdragen van de effectenrekening. Dit houdt dus in dat de aandelen, vermits ze in transfer zijn naar een nieuwe effectenrekening dus een hele tijd onbeschikbaar zijn. Ze zijn als het ware geblokkeerd, wat nefast is in volatiele beurstijden zoals we nu meemaken.

## II. HET RETENTIEBELEID VAN DE BANKEN

### A. De kosten bij overdracht van effecten

*Budget Week*, het huidige *Testaankoop invest*, kaartte reeds lang geleden het bewuste retentiebeleid van de banken aan: «Dat banken alles in het werk stellen om nieuwe klanten over de streep te halen, is begrijpelijk. Wanneer een klant van bank wil veranderen, moet hij aan de nieuwe bank vragen om zijn effecten naar zijn nieuwe effectenrekening over te zetten.»

*Budget Hebdo* a indiqué que les banques pratiquaient une «politique de rétention» en comptant des frais de transfert faramineux en cas de départ d'un client et a dit déplorer ces pratiques qui freinent la libre concurrence.

*Test-Achats* confirme que si un investisseur transfère son portefeuille de titres dans une autre banque, l'opération peut parfois s'avérer coûteuse: «Cette année, BNP Paribas Fortis et *MeDirect* ont fortement augmenté les frais, en les portant à 150 euros par ligne. Un investisseur détenant cinq titres paiera donc 750 euros s'il quitte ces deux banques (1).»

*Test-Achats* estime que pour les banques, les coûts réels s'élèvent à seulement 25 euros par ligne. L'organisation de défense des consommateurs se fonde sur les tarifs facturés par les banques dépositaires pour le transfert de titres d'une banque à une autre. Pour les investisseurs qui détiennent un grand nombre de titres, les coûts peuvent atteindre des montants considérables.

## B. Le délai nécessaire pour effectuer un transfert vers un autre compte-titres

Le délai excessif qui est souvent nécessaire pour un transfert de titres est un vieux problème. Une organisation de consommateurs consacrait déjà un article à cette question le 8 décembre 2008 (2). Mais ce qui est nouveau, c'est que le délai de transfert peut être de sept mois dans certains cas, ce qui a un impact très négatif sur la gestion des titres et entraîne parfois des pertes considérables. En période de volatilité boursière, il est injustifiable que les clients se retrouvent pendant plusieurs mois avec un portefeuille de titres «en transfert».

Une enquête menée par une organisation de consommateurs a ainsi permis de révéler l'existence d'un dossier concret où le transfert a pris pas moins de sept mois. Contactée par l'organisation de consommateurs, la banque concernée s'est contentée de préciser qu'aucun délai n'avait été fixé entre les banques en ce qui concerne le transfert de titres et que pareil transfert pouvait parfois durer très longtemps en raison de la «complexité» des titres. La raison invoquée n'est pas une excuse. Il s'agit en effet d'un compte électronique, ce qui permet un transfert beaucoup plus rapide. L'organisation de consommateurs en question a d'ailleurs indiqué qu'il était inacceptable, à l'époque moderne, qu'un transfert

(1) *De Tijd*, 18 juillet 2018 et *test-aankoop.be*, «Coûts exorbitants lors du transfert de titres: nous déposons plainte!», <https://www.test-aankoop.be/geld/zichtrekeningen/nieuws/transferkosten-effecten?updateBeanConsent=true>.

(2) *Test-Achats*, 8 décembre 2008.

*Budget Week* wees erop dat de banken in dit geval een strak «retentiebeleid» voeren door zeer hoge kosten aan te rekenen indien een klant naar een andere bank zou gaan en betreurde deze praktijken die een rem zetten op de vrije concurrentie.

Als een belegger zijn effectenportefeuille naar een andere bank verhuist, kan dat soms een dure operatie zijn, bevestigt *Testaankoop*: «BNP Paribas Fortis en *MeDirect* hebben dit jaar de kosten fors verhoogd naar 150 euro per lijn. Een belegger met vijf effecten betaalt bij beide banken dus 750 euro als hij vertrekt (1).»

*Testaankoop* raamt de reële kosten voor de banken op slechts 25 euro per lijn. De consumentenorganisatie baseert zich op de tarieven die effectenbewaarders aanrekenen om effecten over te dragen van de ene bank naar de andere. Voor beleggers met veel effecten kan de kostprijs dus flink oplopen.

## B. Het tijdsverloop bij de overheveling naar een andere effectenrekening

Dat de overschrijving van effecten vaak te veel tijd in beslag neemt, is een oud zeer. Reeds op 8 december 2008 wijdde een consumentenorganisatie hier nog een artikel aan (2). Het is echter een nieuw gegeven dat de termijn soms tot zes maanden oploopt en dat dit een zware negatieve impact heeft op het beheer van de effecten en soms tot hoge verliezen leidt. In volatiele beursjaren is het niet te verantwoorden dat cliënten gedurende enkele maanden worden geconfronteerd met een effectenportefeuille die «in transfer» is.

Onderzoek van een consumentenorganisatie stootte op een concreet dossier waarbij de overplaatsing zeven maanden in beslag nam. De desbetreffende bank, gecontacteerd door de consumentenorganisatie gaf doodleuk toe dat wat betreft de overdracht van effecten er geen *deadlines* zijn afgesproken tussen de banken en dat dit door de «complexiteit» van de effecten soms zeer lang kon duren. Dit is geen excuus. Het betreft een elektronische rekening en dit kan dus veel sneller gaan. De consumentenorganisatie gaf trouwens aan dat het in deze moderne tijden ontoelaatbaar is dat een overdracht van effecten zoveel tijd in beslag neemt: «Temeer omdat de spaarders daar in turbulente beurstijden als deze

(1) *De Tijd*, 18 juli 2018 en *testaankoop.be*, «Torenhoge kosten bij overdracht van effecten: wij dienen een klacht in!», <https://www.test-aankoop.be/geld/zichtrekeningen/nieuws/transferkosten-effecten?updateBeanConsent=true>.

(2) *Testaankoop*, 8 december 2008.

de titres demande autant de temps, «d'autant plus que, dans les turbulences boursières que nous traversons, les épargnants peuvent en faire les frais puisqu'ils ne pourraient pas revendre leurs investissements à temps en cas de nécessité (3) (traduction).»

Les banques et les agents de change disent eux-mêmes qu'il faut trois à quatre semaines en moyenne pour effectuer un transfert de titres, mais ils admettent que cela peut parfois prendre deux à trois mois. Or, il y a quinze ans déjà, la fédération bancaire Febelfin adressait une circulaire à ses membres dans laquelle elle préconisait un délai standard de dix à quinze jours ouvrables.

Plusieurs organisations de consommateurs en arrivent dès lors à la conclusion que toutes ces pratiques s'apparentent fort à une politique de rétention délibérée de la part des banques. Selon les chiffres de Febelfin, seuls quelque septante mille Belges ont changé de banque en 2019, alors que la procédure est devenue plus simple depuis l'instauration du service dit de mobilité bancaire.

### III. QUE VOULONS-NOUS?

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2007, en vertu de la loi, les banques ne peuvent plus imputer des frais lors de la clôture d'un compte à vue ou d'un compte d'épargne. Le législateur a ainsi voulu faciliter la vie du consommateur désireux de changer de banque. La gratuité des opérations de clôture des comptes bancaires favorise en effet la mobilité. Mais, assez curieusement, cette facilité n'a pas été étendue aux comptes-titres.

La facturation de frais parfois élevés pour le transfert de titres va à l'encontre de l'intention du législateur de l'époque, qui indiquait, dans l'exposé des motifs du projet de loi devenu la loi du 14 décembre 2005, que la dématérialisation n'aurait pas d'effets négatifs pour l'épargnant. Au contraire, la dématérialisation avait le grand avantage de rendre superflu les nombreux échanges de documents papier. Il devait en résulter une sérieuse économie sur les coûts pour les banques et une réduction des formalités administratives pour le consommateur. Or il apparaît aujourd'hui que ces promesses sont restées lettre morte. Auparavant, le consommateur qui souhaitait changer de banque pour ses titres n'avait qu'à déplacer physiquement et personnellement les documents d'une banque à l'autre, sans aucuns frais. Aujourd'hui, la plupart des banques facturent des frais qui peuvent parfois s'avérer élevés.

(3) «Overschrijven van effecten duurt veel te lang», *Budget Week Plus*, 8 décembre 2008, p. 19.

het slachtoffer van kunnen worden, aangezien ze hun beleggingen niet op tijd kunnen verkopen als daar nood aan zou zijn (3).»

De banken en de effectenmakelaars zeggen zelf dat het gemiddeld drie à vier weken tijd vergt om een overdracht van effecten uit te voeren, maar ze geven toe dat het soms ook twee tot drie maanden kan aanslepen. Toch stuurde de bankenfederatie Febelfin vijftien jaar geleden al een omzendbrief naar haar leden, waarin tien tot vijftien werkdagen als standaardtermijn werd vooropgezet.

Dit alles heeft veel weg van een bewust retentiebeleid van de banken. Diverse consumentenorganisaties komen tot deze conclusie. Volgens cijfers van Febelfin veranderden in 2019 maar zo'n zeventigduizend Belgen van bank, ook al is de procedure eenvoudiger geworden sinds de invoering van de zogenaamde bankoverstapdienst.

### III. WAT WILLEN WIJ?

Sinds 1 november 2007 mogen de banken bij wet geen kosten meer aanrekenen voor het afsluiten van een zicht- of spaarrekening. De wetgever wilde het de consument gemakkelijker maken om van bank te veranderen. Doordat bankrekeningen kosteloos worden afgesloten, komt er immers meer mobiliteit. Vreemd genoeg heeft men dit niet uitgebreid tot de effectenrekeningen.

Het aanrekenen van soms hoog oplopende kosten bij de overdracht van effecten is strijdig met het voornemen van de toenmalige wetgever, die in de memorie van toelichting bij het wetsontwerp dat de wet van 14 december 2005 is geworden, aangaf dat de dematerialisering geen negatieve effecten zou hebben voor de spaarder. De dematerialisering had immers als grote voordeel dat het over en weer geschuif van papieren stukken niet meer nodig was. Dit leverde een stevige kostenbesparing op voor de banken en minder rompslomp voor de consument. Heden blijken deze beloften niet te kloppen. Vroeger hoefde een consument die zijn effecten van bank wilde veranderen enkel de stukken fysiek en persoonlijk te verplaatsen van de ene bank naar de andere en dit zonder kosten. Nu moet de consument op enkele banken na diep in zijn of haar zakken tasten.

(3) «Overschrijven van effecten duurt veel te lang», *Budget week Plus*, 8 december 2008, blz. 19.

L'auteur de la présente proposition n'est évidemment pas opposé au principe des frais de gestion. C'est ici la loi de l'offre et de la demande qui doit jouer. Or, en facturant des frais élevés au client qui souhaite transférer ses titres dans une autre banque, on limite purement et simplement la liberté du consommateur. Certaines banques appliquent ainsi une politique de rétention, qui consiste à décourager le consommateur de changer de banque. Telle ne peut être l'intention. Il est inacceptable que le consommateur soit ainsi pris en otage par une banque qui refuse, dans les faits, le jeu de la libre concurrence.

L'auteur entend dès lors mettre fin à la facturation de frais pour le transfert d'un compte-titres d'une banque à une autre, par analogie avec ce que prévoit la loi du 15 mai 2007 concernant certains services bancaires, qui impose aux banques la gratuité de transfert d'un compte à vue ou d'un compte d'épargne. Selon l'auteur, il ne serait que juste que ce qui vaut pour les comptes d'épargne et les comptes à vue s'applique aussi aux comptes-titres, d'autant plus que l'obligation de convertir les titres physiques en titres dématérialisés ne laisse guère le choix au consommateur.

Quant au délai raisonnable pour clôturer un compte-titres et transférer les titres vers le nouveau compte-titres ouvert auprès d'une autre banque, il n'a parfois de raisonnable que le nom. Il n'est pas acceptable qu'un client doive, dans certains cas, attendre six mois pour pouvoir transférer ses titres vers le nouveau compte de son choix. En effet, les actions sont indisponibles pendant cette «période de transfert». En ces temps de grande volatilité boursière, cela n'est plus justifiable et cela s'apparente même à une politique de rétention qui ne profite nullement au consommateur.

Sur le site Internet du médiateur financier (Ombudsfin), on peut lire la communication suivante, qui pourrait prêter à sourire: «Les transferts de comptes-titres ouverts d'un établissement de crédit à un autre demandent souvent beaucoup de temps et entraînent des frais. L'Ombudsman conseille aux clients de bien s'informer au préalable sur ces deux aspects.»

Il est à la fois possible et nécessaire d'améliorer les choses. Une piste envisageable pourrait être une politique en quatre axes, constituée des éléments suivants:

#### A. Suppression des frais de transfert élevés

Fixer un maximum légal pour les frais de transfert de titres entre institutions financières. Ces frais doivent être raisonnables et proportionnés aux coûts réellement exposés par les banques. Le but est d'accroître la mobi-

Het spreekt voor zich dat de indiener niet tegen het aanrekenen van beheerskosten is. Hier moet de wet van vraag en aanbod maar spelen. Door echter hoge kosten aan te rekenen wanneer een cliënt zijn of haar effecten naar een andere bank wil overhevelen, doet men eigenlijk niets anders dan de vrijheid van de consument inperken. Sommige banken hanteren aldus een retentiebeleid. Men wil de consument ontmoedigen om over te stappen. Dit kan en mag niet de bedoeling zijn. De consument wordt eigenlijk gegijzeld door zijn of haar bank waardoor de vrije markt niet kan spelen.

Indiener wil dan ook komaf maken met het aanrekenen van kosten voor de overdracht van een effectenrekening naar een andere bank, naar analogie van de wet van 15 mei 2007 betreffende bepaalde bankdiensten, die de kosteloze overdracht van een zicht- of spaarrekening aan de banken oplegt. Het lijkt de indiener niet meer dan billijk dat wat voor spaar en zichtrekeningen geldt, ook moet gelden voor de effectenrekeningen. Temeer daar er geen keuze is voor de consument door de verplichte omzetting van fysieke waardepapieren naar gedematerialiseerde effecten.

Ook wat betreft de redelijke termijn om een effectenrekening af te sluiten en de effecten over te dragen naar de nieuwe effectenrekening bij een andere bank is in sommige gevallen de redelijkheid zoek. Het kan niet zijn dat mensen zes maanden moeten wachten om hun effecten te kunnen laten overschrijven op de nieuwe rekening van hun keuze. De aandelen zijn immers onbeschikbaar gedurende deze «transferperiode». In deze volatiele beurstijden is dit niet langer verantwoord en heeft het ook veel weg van een retentiebeleid dat de consument geenszins ten goede komt.

Op de website van de financiële ombudsman (Ombudsfin), vindt men volgende ludieke mededeling terug: «Overdrachten van open effectenrekeningen van de ene kredietinstelling naar de andere vergen dikwijls veel tijd en brengen kosten mee. De Ombudsman raadt de cliënten aan om zich vooraf degelijk te laten informeren over deze beide aspecten.»

Dit kan en moet beter. Op basis hiervan wordt gekeken naar een viersporenbeleid dat uit de volgende elementen zal bestaan:

#### A. Afschaffing van hoge overdrachtskosten

Stel een wettelijk maximum in voor overdrachtskosten van effecten tussen financiële instellingen. Deze kosten moeten redelijk zijn en in verhouding staan tot de werkelijke kosten van de banken. Het doel is om de

lité des consommateurs et de réduire les entraves inutiles au changement de banque.

#### B. Fixation de délais raisonnables pour le transfert

Fixer, pour le transfert de titres entre banques, un délai légal raisonnable qui soit adapté aux possibilités électroniques modernes. L'objectif est d'éviter que des consommateurs se trouvent, pendant une période prolongée, dans l'impossibilité de négocier leurs titres, surtout en période de volatilité des marchés.

#### C. Promotion de la concurrence et de la mobilité des consommateurs

Adapter la législation en interdisant ou en limitant fortement les frais pour le transfert de titres, par analogie avec les règles applicables aux comptes à vue et comptes d'épargne. L'objectif est de mettre en place des conditions de concurrence équitables entre institutions financières, d'accroître la mobilité des consommateurs et de favoriser une concurrence loyale au profit du consommateur et en soutien au libre jeu du marché.

#### D. Transparence et information

Obliger les banques à communiquer clairement et en toute transparence sur les frais et délais liés au transfert de titres. Pour pouvoir prendre des décisions mûrement réfléchies, les consommateurs ont besoin d'une information exhaustive. Ils pourront s'appuyer sur cette transparence pour faire confiance au système financier.

### IV. CONCLUSION

Auparavant, on pouvait facilement retirer ses titres papier d'un coffre pour aller aussitôt les déposer dans un autre. Cela n'est plus possible aujourd'hui. À l'époque, le législateur avait pourtant promis que la suppression des titres papier n'entraînerait aucun désagrément pour le consommateur. Force est aujourd'hui de constater que cette promesse n'a pas été tenue.

Le législateur se doit donc d'intervenir en l'espèce pour remédier aux perturbations qui affectent le fonctionnement du marché. Le respect des engagements pris étant essentiel, le législateur doit prendre les mesures appropriées afin de préserver le consommateur des effets néfastes liés à l'évolution de la gestion des titres. Il est important que le législateur agisse de manière proactive afin de garantir un fonctionnement équilibré

mobilité van consumenten te vergroten en onnodige hindernissen voor de overstap naar een andere bank te verminderen.

#### B. Vaststellen van redelijke termijnen voor overdracht

Stel een redelijke wettelijke termijn vast voor de overdracht van effecten tussen banken, die aansluit bij moderne elektronische mogelijkheden. Het doel is om te voorkomen dat consumenten gedurende een lange periode hun effecten niet kunnen verhandelen, vooral tijdens marktvolatiliteit.

#### C. Bevorderen van concurrentie en consumentenmobilité

Pas de wetgeving aan om kosten voor effectenoverdracht te verbieden of sterk te beperken, vergelijkbaar met zicht- en spaarrekeningen. Het doel is een gelijk speelveld tussen financiële instellingen te creëren, consumentenmobilité te vergroten en eerlijke concurrentie te bevorderen ten gunste van de consument en ter ondersteuning van vrije marktwerking.

#### D. Transparantie en informatieverstrekking

Verplicht banken om helder en transparant te communiceren over kosten en termijnen bij effectenoverdracht. Consumenten moeten volledig geïnformeerd worden voor weloverwogen beslissingen. Transparantie waarborgt consumentenvertrouwen in het financiële systeem.

### IV. BESLUIT

Vroeger was het eenvoudig om papieren effecten van de ene naar de andere kluis te verplaatsen. Dit is echter niet meer mogelijk. Ondanks dat de wetgever destijds beoogde dat consumenten geen nadelige gevolgen zouden ondervinden van de afschaffing van papieren effecten, lijkt dit nu anders uit te pakken.

Het was een belofte van de wetgever om ervoor te zorgen dat de consument niet benadeeld zou worden door deze verandering. Het is dan ook de verantwoordelijkheid van de wetgever om in te grijpen wanneer de marktwerking verstoord raakt. Het nakomen van beloftes is essentieel en in dit geval is het aan de wetgever om passende maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat de consument geen ongewenste nadelen ondervindt door de evolutie in

et équitable du marché et la protection des intérêts des consommateurs.

La présente proposition de résolution porte sur une matière transversale, partagée avec les Régions. Les Régions sont compétentes pour l'aide et le conseil aux entreprises, les implantations et baux commerciaux, la politique des prix et une partie du commerce extérieur.

\*  
\* \*

het beheer van effecten. Het is van belang dat de wetgever proactief handelt om een evenwichtige en eerlijke marktwerking te waarborgen en ervoor te zorgen dat de belangen van de consument worden beschermd.

Dit voorstel van resolutie betreft een transversale aanpak met de Gewesten. De Gewesten staan in voor de steun en advies aan bedrijven, handelsvestiging en handelshuur, prijsbeleid en een deel van de buitenlandse handel.

\*  
\* \*



**PROPOSITION DE RÉOLUTION**

Le Sénat,

A. considérant qu'en vertu de la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur, plus aucun titre physique n'est délivré en Belgique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008;

B. considérant que la nature anonyme et matérielle de pareils titres facilitait non seulement l'évasion fiscale et les atteintes à la réserve successorale, mais aussi le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme;

C. considérant que certaines banques ont tenté d'attirer les clients potentiels en leur proposant des comptes-titres gratuits, voire une prime, s'ils déposaient leurs titres chez elles;

D. considérant que certaines banques imputent des frais faramineux pour le transfert de titres d'une institution financière à une autre;

E. considérant que le problème ne réside pas uniquement dans le coût trop élevé du transfert de titres, mais aussi dans le délai tout aussi excessif pour effectuer l'opération;

F. considérant que depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2007, la loi interdit aux banques d'imputer des frais pour la clôture d'un compte à vue ou d'un compte d'épargne;

G. considérant qu'une enquête menée par une organisation de consommateurs a permis de révéler l'existence d'un dossier concret où le transfert de titres a pris pas moins de sept mois;

H. considérant que les banques et les agents de change eux-mêmes disent qu'il faut en moyenne trois à quatre semaines pour effectuer un transfert de titres, tout en reconnaissant que cela peut aussi prendre deux à trois mois dans certains cas;

I. considérant qu'il y a quinze ans, la fédération bancaire Febelfin adressait à ses membres une circulaire dans laquelle elle préconisait un délai standard de dix à quinze jours ouvrables;

J. considérant qu'à la demande d'une organisation de consommateurs, une banque a admis que les banques n'avaient convenu d'aucun délai en ce qui concerne

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

De Senaat,

A. overwegende dat door de wet van 14 december 2005 houdende afschaffing van de effecten aan toonder, sinds 1 januari 2008 geen materiële effecten meer worden geleverd;

B. overwegende dat het anonieme en materiële karakter van dergelijke effecten de mogelijkheid bood tot belastingontduiking, tot inbreuk op de erfrechtelijke reserve, maar ook tot het witwassen van kapitaal en de financiering van terrorisme;

C. overwegende dat sommige banken potentiële klanten probeerden over de streep te trekken door gratis effectenrekeningen voor te stellen, en anderen zelfs de consument een premie aanboden wanneer deze zijn effecten naar de bank bracht;

D. overwegende dat sommige banken torenhoge kosten aanrekenen wanneer effecten worden overgedragen van de ene instelling naar de andere;

E. overwegende dat niet alleen met de kosten één en ander grondig misloopt bij de overdracht van effecten, maar ook met het tijdsverloop bij de overdracht;

F. overwegende dat sinds 1 november 2007 banken bij wet geen kosten meer mogen aanrekenen voor het afsluiten van een zicht- of spaarrekening;

G. overwegende dat onderzoek van een consumentenorganisatie tot een concreet dossier heeft geleid waarbij de overplaatsing van effecten maar liefst zeven maanden in beslag nam;

H. overwegende dat de banken en effectenmakelaars zelf stellen dat het gemiddeld drie à vier weken duurt om een overdracht van effecten uit te voeren, maar ook erkennen dat het in sommige gevallen ook twee tot drie maanden kan aanslepen;

I. overwegende dat vijftien jaar geleden de bankenfederatie Febelfin een omzendbrief naar haar leden stuurde waarin tien tot vijftien werkdagen als standaardtermijn werd vooropgezet;

J. overwegende dat een bank, op vraag van een consumentenorganisatie, aangaf dat er geen *deadlines* zijn afgesproken tussen de banken voor de overdracht van

le transfert de titres et que pareil transfert pouvait parfois durer très longtemps en raison de la complexité des titres;

K. considérant que les actions sont indisponibles pendant la «période de transfert», ce qui, dans la période de volatilité boursière que nous connaissons actuellement, est injustifié et s'apparente à une politique de rétention qui ne profite nullement au consommateur,

Demande à tous les gouvernements compétents en la matière:

1) d'élaborer une réglementation prévoyant qu'aucuns frais ne soient imputés lors d'un transfert de titres vers une autre institution et qu'aucuns autres frais ne puissent être facturés pour la clôture et le transfert de titres, par analogie avec ce que prévoient les règles régissant la clôture des comptes d'épargne et des comptes à vue, afin d'accroître la mobilité des consommateurs et d'éliminer les obstacles inutiles au changement de banque;

2) de fixer un délai légal pour le transfert de titres d'une banque à l'autre, d'une durée de quinze jours ouvrables s'il s'agit de titres ou de fonds cotés et de trente jours ouvrables au maximum s'il s'agit de titres non cotés, et ce afin d'éviter que les consommateurs soient dans l'impossibilité de négocier leurs titres pendant une période prolongée, surtout en période de volatilité du marché;

3) d'œuvrer durablement à la création de conditions de concurrence équitables entre les différentes institutions financières et au renforcement de la mobilité des consommateurs, étant donné que la promotion d'une concurrence loyale entre banques est bénéfique pour les consommateurs et favorise le libre fonctionnement du marché.

Le 28 février 2024.

effecten, en dat dit door de complexiteit van de effecten soms zeer lang kon duren;

K. overwegende dat de aandelen gedurende de «transferperiode» onbeschikbaar zijn, wat in deze volatiele beurstijden niet langer verantwoord is en sterk op een retentiebeleid lijkt dat de consument allerminst ten goede komt,

Vraagt aan alle hiertoe bevoegde regeringen om:

1) regelgeving uit te werken om ervoor te zorgen dat er geen kosten worden aangerekend bij de overdracht van effecten naar een andere instelling en er geen andere kosten mogen worden aangerekend voor het afsluiten en overdragen van effecten naar analogie met de wetgeving voor zicht- en spaarrekeningen, om de mobiliteit van consumenten te vergroten en onnodige belemmeringen voor het overstappen naar een andere bank weg te nemen;

2) een wettelijke termijn van vijftien werkdagen vast te stellen waarbinnen de overdracht van effecten van de ene naar de andere bank moet worden voltooid als het om genoteerde effecten of fondsen gaat en een termijn van niet meer dan dertig werkdagen als het om niet-genoteerde effecten gaat, om te voorkomen dat consumenten gedurende een lange periode hun effecten niet kunnen verhandelen, vooral in tijden van marktvolatiliteit;

3) zich blijvend in te zetten op het creëren van een gelijk speelveld tussen verschillende financiële instellingen en het vergroten van de consumentenmobiliteit aangezien het bevorderen van eerlijke concurrentie tussen banken de consument ten goede komt en de vrije marktwerking ondersteunt.

28 februari 2024.

Rik DAEMS.